



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45  
<http://dakar.usembassy.gov> • Panorama • Numéro 109 • Février 2010

## Actualités

L'Ambassadeur des Etats-Unis rend visite  
au Khalife Général des Mourides .....2

Les Etats-Unis offrent une école  
à Djibidione en Casamance .....2

Les États-Unis célèbrent  
les Afro Américains en Février .....3

## Focus

Moments marquants de la première  
année de la présidence Obama .....4

Bilan 2009 : l'Afrique, l'Asie et  
les Amériques reçoivent une attention  
soutenue du Président Obama .....8

Données de base sur les mesures  
d'aide d'urgence des États-Unis à Haïti .....10

Hillary Clinton : l'aide à l'étranger est  
un partenariat et non du mécénat .....11

## Il y a un an, Obama devenait le 44<sup>e</sup> Président des États-Unis

Depuis son entrée en fonction, en janvier 2009, le président Barack Obama s'est attaqué à des dossiers divers allant de situations de guerre et de paix aux questions visant à améliorer la nutrition et la santé de par le monde. Il s'est rendu dans un grand nombre de pays étrangers et a rencontré plus de dirigeants étrangers qu'aucun autre président des États-Unis ne l'avait fait au cours des premiers mois de son mandat.



Le président Obama et Michelle Obama avec le président de la Cour suprême

A

## L'Ambassadeur des Etats-Unis rend visite au Khalife Général des Mourides

Le 16 décembre 2009, Son Excellence Madame Marcia S. Bernicat, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, a rendu une visite de courtoisie au Khalife Général des Mourides, Sérigne Bara Mbacké. Au cours de l'entretien qu'elle a eu avec Sérigne Bara, Mme Bernicat a magnifié l'apport positif de la communauté mouride à la vie religieuse et culturelle des Américains. Elle a réitéré au Khalife la disponibilité des services de l'Ambassade pour le renforcement des liens entre Touba et les Etats-Unis. Mme Bernicat a profité de son séjour à Touba pour visiter l'Institut Al Azhar de Ndam où Sérigne Mame Mor Mbacké lui a réservé un accueil chaleureux. Cette visite de Mme Bernicat entre dans le cadre de ses activités de renforcement de l'entente mutuelle entre les différentes communautés du Sénégal et la Mission diplomatique américaine.



*L'ambassadeur reçue par le Khalife général des Mourides*

## Les Etats-Unis offrent une école à Djibidione en Casamance

Son Excellence Madame Marcia S. Bernicat, ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, a procédé, le mardi 19 janvier 2010 à Djibidione, un village situé à une soixantaine de kilomètres de Ziguinchor, à l'inauguration d'une infrastructure scolaire que son pays a mis à la disposition des populations. C'était en présence de Monsieur Cheikh Tidiane Dieng, Gouverneur de la région, et de nombreuses personnalités civiles, militaires et académiques.

Cet ouvrage, d'un coût de 125 millions de francs CFA, est constitué de 8 salles de classes, dont une d'informatique et une de sciences, d'un bloc administratif, d'un terrain de sport multidisciplinaire et de blocs toilettes.

Cette école dessert à elle seule cinquante-neuf villages, dont certains sont situés à vingt kilomètres. Ce projet est l'aboutissement de l'implication des communautés et du soutien de l'USAID Ziguinchor et de l'Academy for Educational Development (AED).

L'Ambassadeur Bernicat a en outre annoncé, qu'avec l'arrivée du Millenium Challenge Account, ce sont 250 millions de dollars qui seront disponibles pour la construction de routes, pour l'irrigation, l'élevage et bien d'autres secteurs, ce qui contribuera à l'avènement de la paix en Casamance.



*L'ambassadeur, entourée des autorités, coupe le ruban*

## Les États-Unis célèbrent les Afro Américains en Février

Chaque année en février, le Mois de l'histoire afro-américaine met en évidence les luttes et les triomphes de millions d'Américains face à de terribles obstacles - à savoir l'esclavage, les préjugés et la pauvreté - et leurs contributions à la vie culturelle et politique des États-Unis.

Cette année, l'entrée en fonction du premier président afro-américain de l'histoire des États-Unis, M. Barack Obama, apporte au Mois de l'histoire afro-américaine une nouvelle importance. M. Obama a prêté serment en sa qualité de président le 20 janvier, le lendemain de la journée consacrée à la commémoration de l'anniversaire de Martin Luther King, qui est une fête fédérale. Le chef du mouvement en faveur des droits civiques, qui a été assassiné en avril 1968, aurait eu quatre-vingts ans le 15 janvier.

Lors du discours qu'il a prononcé après sa prestation de serment le 20 janvier, le président Obama a souligné le caractère historique de cette prestation en déclarant : « Un homme dont le père, il y a moins de soixante ans, n'aurait peut-être pas été servi dans un restaurant local peut aujourd'hui se tenir debout devant vous pour prononcer le serment le plus sacré. »

### L'hommage aux réalisations des Afro-Américains



M. Carter Woodson, le créateur de la Semaine, puis du Mois de l'histoire afro-américaine.

C'est en 1926 que Carter Woodson, un célèbre historien, a institué la Semaine de l'histoire des Noirs. Il avait choisi la deuxième semaine de février afin que cette semaine coïncide avec les anniversaires d'Abraham Lincoln et de Frederick Douglass.

Le président Gerald Ford a décidé d'étendre cette semaine à un mois en 1976, année du bicentenaire du pays. À cette occasion, il a exhorté les

Américains à « saisir l'occasion de rendre hommage aux réalisations des Américains de race noire dans tous les domaines, qui sont trop souvent ignorées ».

M. Carter Woodson, le créateur de la Semaine, puis du Mois de l'histoire afro-américaine.

Fils d'anciens esclaves de Virginie, Carter Woodson s'était rendu compte que les difficultés et les réalisations des Américains d'origine africaine étaient passées sous silence ou déformées. Il a alors fondé l'Association pour l'étude de la vie et de l'histoire des Noirs américains (Association for the Study of African American Life and History ou ASALH), qui publie une revue et qui décide chaque année le thème du Mois de l'histoire afro-américaine.

Cette année, ce thème, qui a trait à l'identité des Noirs dans le continent américain, vise à célébrer le centenaire de l'Association nationale pour l'avancement des personnes de couleur (National Association for the Advancement of Colored People ou NAACP) et met en évidence « le problème de la race et de la citoyenneté dans l'histoire des États-Unis, sous l'angle des Noirs qui étaient dans un pays où régnait l'esclavage ainsi que du point de vue des aspirations politiques des Afro-Américains de nos jours », indique le site Internet de l'ASALH. « Ce centenaire offre aussi l'occasion de considérer l'histoire des autres pays américains, où d'anciens esclaves ont aussi cherché à obtenir les avantages découlant de la citoyenneté. »

Selon le président de l'ASALH, M. John Fleming, le fait que le président Obama ait eu un père noir né au Kenya et une mère blanche née aux États-Unis « continue de refléter la contribution des Africains et des Européens à l'histoire des États-Unis depuis le tout début ».

Le Mois de l'histoire afro-américaine, a-t-il dit, doit porter à la fois sur les aspects positifs et négatifs de l'expérience vécue par les Noirs. « La lutte est évidemment un thème récurrent depuis le tout début de notre histoire. Avant d'être capturés en Afrique, nous n'étions pas des esclaves. Et si l'esclavage a fait partie de notre histoire pendant deux cent cinquante ans, nous avons quelque cent cinquante années de liberté dont nous devons traiter. Ce n'est pas pour diminuer l'importance de la période d'esclavage, mais elle n'englobe pas tout. »

« Je suis heureux que l'on s'apprête à créer un Musée national afro-américain sur le Mall (l'esplanade centrale de Washington) qui relatera une histoire bien plus étendue », a-t-il dit. En 2003, le président Bush a promulgué une loi portant création d'un nouveau musée qui sera situé sur cette esplanade, près du monument de Washington. Ce musée n'est pas encore construit, mais une exposition de photographies, organisée à Washington à la fin de 2007, se déplace actuellement dans diverses villes du pays, et ce jusqu'à la fin de 2011.

« En discutant avec les jeunes, Noirs comme Blancs, on constate que leur ignorance de l'histoire afro-américaine est effarante, a fait remarquer M. Fleming. C'est la raison pour laquelle Carter Woodson a eu l'idée d'une semaine consacrée à la célébration de l'histoire des Noirs. C'est en février que l'histoire afro-américaine attire le plus d'attention, et je pense que c'est l'occasion de souligner qu'elle devrait être étudiée toute l'année. »

Chaque année, le président des États-Unis marque le Mois de l'histoire afro-américaine par une proclamation et une célébration à la Maison-Blanche. Les États et les villes organisent leurs propres célébrations dans tout le pays, et les médias présentent des sujets liés à l'histoire des Américains d'origine africaine.

## F

## Moments marquants de la première année de la présidence Obama

*Voici quelques moments marquants de la première année à la Maison-Blanche du président Obama, depuis son entrée en fonction, en janvier 2009.*

### Un nouveau départ avec les musulmans du monde entier

Dans le discours qu'il a prononcé à l'université du Caire en juin 2009, le président Obama a dit : « Au vu de notre indépendance, tout ordre mondial qui élève un pays ou un groupe d'individus au détriment d'un autre est inévitablement voué à l'échec ». En revanche, nous devons œuvrer de concert par « le biais du partenariat et partager nos progrès », a-t-il ajouté. M. Obama, dont le père était musulman, a déclaré à son auditoire : « L'Amérique n'est pas - et ne sera jamais - en guerre contre l'islam... Nous rejetons ce que rejettent les gens de toutes confessions : le meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants innocents. »



*Le Président Obama saluant l'audience au Caire*

### Développement et bonne gouvernance

Lors du sommet du G8 en Italie, en juillet 2009, le président Obama s'est engagé à fournir 3,5 milliards de dollars pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique. Mais en échange, il s'attend, comme il l'a déclaré devant le parlement ghanéen, à ce que les dirigeants africains luttent contre la corruption et mettent en place un climat propice aux affaires parce que « le développement dépend de la bonne gouvernance ». Le directeur pour les relations gouvernementales aux États-Unis de l'ONG World Vision, M. Robert Zachritz, a qualifié cette initiative de M. Obama « de mesure audacieuse fondée sur une approche plus généralisée au problème de la faim dans le monde dans le but d'y mettre fin ». Dans cette photographie, on voit M. Obama prononçant son discours au parlement ghanéen, le 11 juillet 2009.



*Le Président Obama serrant des mains après son discours au parlement ghanéen*

### Les changements climatiques

Le président Obama a prononcé une allocution au Sommet sur les changements climatiques tenu à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2009. « Nous pouvons laisser les changements climatiques continuer à se produire sans rémission ou nous pouvons contribuer à les juguler », a dit M. Obama qui, dès le premier jour de son mandat, avait placé la réduction des émissions de dioxyde de carbone (gaz carbonique) et l'utilisation efficace de l'énergie à la tête de son ordre du jour. À la conférence de l'ONU sur les changements climatiques de Copenhague, en décembre 2009, M. Obama a indiqué que les États-Unis avaient l'intention de réduire leurs émissions de carbone d'environ 17 % d'ici 2020 et de 83 % d'ici 2050 par rapport à leurs niveaux de 2005. Les États-Unis consacreront également 85 millions de dollars sur cinq ans pour promouvoir l'utilisation des technologies vertes dans le monde en développement.



### Régler la menace nucléaire internationale

S'exprimant à Prague en avril 2009, le président Obama a appelé à l'abolition des armements nucléaires dans le monde entier. Il a également œuvré de concert avec la Russie pour réduire le nombre d'armes nucléaires et de vecteurs. Puis M. Obama s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU sur la question d'une résolution visant l'élimination des armes nucléaires, qui établisse un cadre général pour, entre-temps, réduire les dangers nucléaires.



### Mettre fin à la guerre en Irak de manière responsable

Le général Ray Odierno, commandant en chef des forces américaines en Irak, accueille M. Obama à son arrivée à Bagdad en avril 2009. Le président Obama s'est engagé en février 2009 à mettre fin à toutes les missions de combat en Irak d'ici la fin d'août 2010. Alors que la plupart des forces américaines auront quitté l'Irak d'ici là, quelque 35.000 à 50.000 militaires demeureront dans ce pays pendant 2011 pour entraîner et appuyer les forces irakiennes. M. Obama a ajouté que le retrait des troupes américaines devait être un signal clair « qu'il incombe à l'Irak d'assumer la responsabilité de son propre avenir. Le succès à long terme de la nation irakienne dépendra des décisions que prendront ses dirigeants et de la persévérance de son peuple. »



*Le général Ray Odierno avec le président Obama*

### La lutte contre le VIH/sida

En juin 2009, le président Obama a renforcé le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) de 48 milliards de dollars pour les cinq prochaines années, affirmant : « Nous poursuivrons la lutte contre le VIH/sida (...) car au XXI<sup>e</sup> siècle, nous sommes appelés à agir selon notre conscience mais aussi dans notre intérêt commun. » Parmi les objectifs du PEPFAR : fournir des traitements antirétroviraux contre le sida à au moins 3 millions de personnes, prévenir 12 millions de nouvelles infections, et former au moins 140.000 nouveaux soignants spécialisés dans le VIH/sida.

*Un ruban rouge de la Journée mondiale contre le sida devant la Maison-Blanche*



### Le prix Nobel : préserver la paix

Nommé candidat au prix Nobel de la paix 12 jours seulement après son entrée en fonction, le président Obama a été déclaré lauréat de ce prix 2009 en novembre de la même année - le troisième président des États-Unis à être ainsi reconnu par le comité Nobel. Ce prix lui a été officiellement décerné à Oslo le 10 décembre. En l'acceptant, M. Obama, qui commande une armée menant actuellement deux guerres, a fait remarquer : « Les outils de guerre ont un rôle à jouer pour préserver la paix. Mais la guerre elle-même n'est jamais glorieuse. » Reconnaisant un autre fait, le président a ajouté : « Je suis au début, non à la fin, de mes efforts sur la scène mondiale ».

*Le président Obama tenant la médaille et le diplôme du prix Nobel de la paix*



### Forger une nouvelle stratégie pour l'Afghanistan et le Pakistan

« Le statu quo ne peut pas durer », a dit le président Obama aux élèves-officiers de l'Académie militaire des États-Unis à West Point (New York), dans une allocution prononcée le 1er décembre au cours de laquelle il a annoncé le déploiement de 30.000 soldats en renfort en Afghanistan pour aider le gouvernement de ce pays à lutter contre l'insurrection. M. Obama a également indiqué que les troupes américaines commenceraient à rentrer aux États-Unis en juillet 2011. « Je prends cette décision parce que je suis convaincu que notre sécurité est en jeu en Afghanistan et au Pakistan. La région est l'épicentre de l'extrémisme violent pratiqué par Al-Qaïda », a dit M. Obama.

*Le président Obama salue des élèves de l'école militaire*



### Rétablir la croissance économique mondiale

Le président Obama a participé au sommet du G20 à Londres, en avril 2009, lequel a rassemblé les dirigeants des plus grandes économies mondiales qui cherchaient à relancer la croissance économique internationale par le biais d'une coordination accrue. Rejetant le protectionnisme, M. Obama a déclaré : « Nous sommes déterminés à susciter la croissance et la création d'emplois. Tous les pays du G20 ont pris des mesures pour susciter la demande, qui conduiront à un total de plus de deux mille milliards de dollars en revenus fiscaux supplémentaires à l'échelle mondiale. » Et d'ajouter : « Nous sommes également convenus de prendre des mesures audacieuses pour appuyer les pays en développement. »



### Une main tendue aux Amériques

Au Sommet des Amériques tenu en avril à Port of Spain (Trinité-et-Tobago), M. Obama s'est engagé à ouvrir « un nouveau chapitre d'engagement » dans la région et à former « un partenariat entre égaux » fondé sur « le respect mutuel, les intérêts communs et les valeurs partagés ».



### Une attention spéciale accordée à l'Asie

Le président Obama a élargi l'engagement des États-Unis avec la région Asie-Pacifique lors du Forum annuel de coopération Asie-Pacifique (APEC) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à Singapour. Pendant son voyage en Chine, en novembre, M. Obama s'est rendu au Musée des sciences et techniques de Pékin où il a déclaré à des étudiants universitaires : « Grâce à notre coopération, les États-Unis et la Chine sont tous deux de nos jours plus prospères et bénéficient d'une meilleure sécurité. »



*Le président Obama salué par des étudiants en Chine*

## Bilan 2009 : l'Afrique, l'Asie et les Amériques reçoivent une attention soutenue du Président Obama

**A**lors que le président Obama s'emploie à forger un consensus international sur des dossiers pressants tels que le changement climatique et la non-prolifération nucléaire, l'attention soutenue accordée par son gouvernement à l'Afrique, à l'Asie et aux Amériques ne s'est jamais relâchée, constatent des politologues qui ont récemment fait le bilan de la première année de son mandat.

Malgré les nombreux défis auxquels il doit faire face en politique étrangère, le président Obama « a créé les conditions requises pour un engagement plus personnel en Afrique », ce qui constitue un geste politique important selon David Shinn, ancien ambassadeur en Éthiopie au milieu des années 90 qui enseigne aujourd'hui les sciences politiques à l'université George Washington.

M. Shinn a récemment déclaré à America.gov : « Je suis impressionné qu'il se soit rendu en Afrique subsaharienne (à Accra) si tôt dans son premier mandat, plus tôt qu'aucun autre président américain. Et il a été suivi par Mme [Hillary Rodham] Clinton, la secrétaire d'État, qui a fait une des visites les plus complètes qu'aucun secrétaire d'État ait jamais faite en Afrique. »

Mme Clinton était à Accra avec M. Obama lorsque le président, s'adressant au parlement ghanéen le 11 juillet, a promis une « importante assistance » en aide étrangère, notamment pour l'agriculture, et a demandé aux Africains d'accroître leurs efforts de lutte contre la corruption.

Malgré les promesses et les encouragements, déclare M. Shinn, « il est encore trop tôt pour mesurer l'impact du discours d'Accra qui présentait un cadre général mais pas de plan de politique globale. Il va falloir que, dans les mois qui viennent, une personnalité du gouvernement fasse une déclaration de politique d'ensemble sur l'Afrique. »

De l'avis d'un autre diplomate - à la retraite -, Rust Deming, M. Obama est également sur la bonne route en Asie. M. Deming enseigne les études japonaises à la faculté des hautes études internationales de l'université Johns Hopkins.

Parlant de la guerre en Afghanistan, où plusieurs pays d'Asie sont actifs, M. Deming a déclaré à America.gov : « Le Japon s'est montré très généreux en matière d'aide étrangère et la secrétaire d'État Hillary Clinton n'a eu cesse de le remercier pour sa contribution, comme d'ailleurs l'a fait l'ambassadeur [Richard] Holbrooke. »

En Indonésie, où vit la plus importante population musulmane au monde, M. Deming a dit que le discours de M. Obama, le 4 juin au Caire, qui mentionnait la contribution des musulmans à la société américaine, a eu « un impact très fort, mais j'ai peur que de nombreux musulmans de la région, y compris d'Indonésie, pensent que les États-Unis ont quelque peu délaissé le processus de paix au Moyen Orient »

Malgré cela, « M. Obama jouit d'un statut privilégié en Indonésie du fait de son expérience enfantine (il y a vécu pendant quatre ans) et je crois savoir que les gens sont enthousiastes et qu'ils attendent avec impatience une possible visite de sa part ».

La priorité accordée par le président Obama au multilatéralisme a également renforcé les rapports entre les États-Unis et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Selon M. Deming, « ils pensent que pendant le gouvernement Bush, nous n'avons pas été un acteur important en Asie mais que le président Obama a mis l'accent sur notre retour dans la région et sur l'importance que nous lui accordons et cela a été très bien reçu. »

S'agissant de la Corne de l'Afrique où la situation est des plus volatiles, M. Shinn est d'avis que « le gouvernement Obama a fait un pas dans la bonne direction lorsqu'il a cessé de se focaliser uniquement sur la lutte antiterroriste. Cela a été une bonne décision. Mais maintenant, nous devons poursuivre notre action en Somalie et non seulement appuyer le gouvernement fédéral de transition mais renforcer les services de sécurité somaliens, soutenir la société civile et continuer l'aide humanitaire. »

M. Shinn est également d'avis que la récente correction apportée à la politique américaine qui vise maintenant à encourager le gouvernement soudanais à mettre fin aux violences dans le Darfour mais laisse planer la menace de sanctions s'il ne respecte pas ses engagements se faisait attendre depuis longtemps.

Mais John Pendergast, cofondateur de l'« Enough Project » au Center for American Progress et conseiller pour l'Afrique au Conseil national de sécurité pendant le gouvernement Clinton n'est pas d'accord.

Lors d'une récente audition du Congrès sur le Soudan, il a déclaré : « Un mois après la publication de la déclaration de

politique du gouvernement Obama sur le Soudan, la situation continue à se détériorer. La violence contre les populations civiles du Darfour et du sud du pays se poursuit sans trêve alors que le parti au pouvoir, le Parti national du Congrès (NCP), agit en toute mauvaise foi et mine l'instauration d'une paix durable au Soudan. »

Du point de vue des organisations non gouvernementales, la politique de M. Obama en Afrique « obtient de bonnes notes mais on doit reconnaître qu'il faut faire beaucoup plus », déclare Stephen Hayes, président du Corporate Council on Africa, qui représente les entreprises américaines s'intéressant à travailler en Afrique.

« Il est tout à fait dans nos intérêts d'investir en Afrique mais les progrès sont décevants même si cela ne devrait pas nous étonner », a-t-il dit à America.gov. « Le président Obama a hérité de la crise économique et d'une période d'austérité économique et de réévaluation des investissements internationaux. Et pourtant, l'Afrique a besoin d'un secteur privé beaucoup plus dynamique que celui qui existe aujourd'hui. »

Pour M. Hayes, pour encourager les investissements, « il faut que le président des États-Unis déclare aux Américains que l'Afrique est importante et qu'elle offre de vraies possibilités à l'économie américaine. De nouveaux marchés pour nos entreprises se traduisent par une augmentation de la production et une augmentation de la production se traduit par une augmentation des emplois. »

S'agissant des droits de l'homme, M. Hayes pense que « le gouvernement Obama mérite de très bonnes notes. Nous avons de grandes espérances pour l'Afrique et nous avons bien fait comprendre que nous nous attendons à ce qu'elles se réalisent. Le président Obama a clairement exprimé ces attentes dans son discours d'Accra et la secrétaire d'État Hillary Clinton les a reprises dans tout son voyage en Afrique en août. »

« Un des moments les plus importants de son séjour », poursuit M. Hayes, « a été sa visite au Congo oriental où les brutalités allant du viol au meurtre sont devenues endémiques. C'était une des premières fois qu'un dirigeant politique attirait expressément l'attention sur un des endroits les plus inhumains du monde et notamment sur la brutalité à l'encontre des femmes. C'était une visite importante à laquelle il faut donner suite. »

M. Hayes félicite également le président Obama d'avoir fait fond sur les succès du gouvernement Bush en Afrique, et notamment sur le Plan d'action présidentiel pour la lutte contre le sida (PEPFAR), la Société du Compte du millénaire (MCC) et le Centre de commandement pour l'Afrique (AFRICOM). « Je pense que c'est la marque d'un bon leader que de ne pas annuler les programmes réussis d'une administration précédente et, pour cela, je pense qu'Obama mérite un A. »

Dans les Amériques, le gouvernement Obama a montré son soutien à la région, de la fourniture de millions de dollars pour aider le Mexique à lutter contre le narcoterrorisme dans le cadre de l'Initiative Merida à l'Initiative de sécurité du bassin des Caraïbes qui vise à aider la région à faire face aux défis sécuritaires et de développement.

En avril dernier, au Sommet des Amériques à Port of Spain (Trinité-et-Tobago), M. Obama a donné le ton pour une nouvelle approche des problèmes de la région, fondée sur des consultations multilatérales, lorsqu'il a déclaré : « Je suis ici pour ouvrir un nouveau chapitre d'un engagement qui se poursuivra pendant tout mon mandat. »

« Ensemble », a-t-il dit, « nous pouvons prendre des mesures qui feront avancer la cause de la prospérité, de la sécurité et de la liberté. Tel est l'ordre du jour du XXI<sup>e</sup> siècle que nous allons mettre en œuvre ; telle est la nouvelle direction que nous devons suivre. »

Peter DeShazo, ancien fonctionnaire du Bureau des affaires interaméricaines du département d'État et qui dirige maintenant le programme des Amériques du Center for Strategic and International Studies, a déclaré à America.gov : « M. Obama est très populaire et il a pris un bon départ au plan de la réouverture avec nos partenaires de la région. »

« Il a prêté une grande attention à ce qui se passait et cela a suscité bien des attentes », a continué M. DeShazo, « mais il lui a fallu longtemps pour constituer son équipe [de politique concernant les Amériques] et maintenant il faut voir comment son programme d'engagement dans la région » va se dérouler.

## F

## Données de base sur les mesures d'aide d'urgence des États-Unis à Haïti

Le 12 janvier 2010, un violent tremblement de terre a frappé Haïti, causant des dégâts catastrophiques à Port-au-Prince, la capitale, et dans ses environs. Le président Obama a affirmé peu après la survenance de ce cataclysme : « En ce moment-même, nous procédons à l'une des opérations d'aide d'urgence les plus importantes de notre histoire, en vue de sauver des vies et de livrer des secours qui permettront d'éviter une catastrophe encore plus grande. En ces heures difficiles, l'Amérique n'a qu'une parole, celle de sa solidarité entière avec le peuple d'Haïti, qui a fait preuve d'une résilience si incroyable et que nous aiderons à se relever et à reconstruire. »

Le gouvernement des États-Unis a mobilisé des ressources humaines et matérielles pour contribuer aux efforts de secours. Sur les instructions du président Obama, il s'agit d'une mobilisation de tous les services gouvernementaux sous la direction de l'USAID qui mène une opération rapide, énergique et coordonnée. Les forces militaires jouent un rôle indispensable d'appui à cette opération humanitaire, notamment afin de rendre possible la chaîne logistique et la distribution d'une aide vitale. Les secouristes travaillent jour et nuit à livrer toujours plus d'aide, plus vite et plus efficacement à plus de sinistrés.

On trouvera ci-après les principales informations, accompagnées d'exemples, sur les actions entreprises à ce jour par le gouvernement américain. Tous les chiffres cités ci-après étaient à jour au jeudi 21 janvier 2010 à 15 heures.

### Coordination internationale

À la demande du gouvernement haïtien, les États-Unis continuent à coordonner leurs secours à Haïti avec les Nations unies et avec la communauté internationale. Cette coordination qui intéresse une bonne trentaine de pays et des centaines d'ONG vise à la distribution de vivres et d'eau dans tout le pays.

### Santé et aide médicale

- Le navire-hôpital USNS Comfort a déjà commencé à accueillir des patients venus d'hôpitaux et d'installations médicales internationales sur place en Haïti. Avec ses

850 membres d'équipage, ses près de 1.000 lits d'hôpital et ses 11 salles d'opération, le Comfort offre toute la gamme des services médicaux. Le Comfort a déjà traité plus de 230 patients venus de 10 sites hospitaliers.

- Au 21 janvier, plus de 7.000 patients avaient été soignés par les 5 équipes d'aide aux soins médicaux d'urgence (DMAT) détachées du ministère de la santé et des services sociaux et par 1 équipe chirurgicale internationale en Haïti (toutes financées par l'USAID/OFDA). Ces équipes ont soigné 2.169 patients durant la seule journée du 20 janvier.

### Aéroports et ports maritimes

- L'aéroport de Port-au-Prince est ouvert aux opérations en continu. L'armée de l'air américaine continue de contrôler le trafic à la demande du gouvernement haïtien. Le département d'État continue de coordonner l'arrivée de l'aide et du personnel en coopération étroite avec les partenaires internationaux et les ONG.

- Le port maritime de Port-au-Prince commence à recevoir des navires. Il fonctionne à 30 % de sa capacité normale. Le port de Jacmel, au sud-ouest de Port-au-Prince, est actuellement capable d'accueillir de jour certains bateaux. Des équipes de plongeurs de l'armée de terre et de la marine des États-Unis, accompagnées d'équipes spécialisées dans les travaux de construction sous-marine, continuent d'examiner les dégâts structurels que le séisme a provoqués dans le port.

### Sécurité

- Au 21 janvier, quelque 13.000 militaires (10.000 embarqués et 3.000 au sol) participaient à l'opération d'aide d'urgence.
- Au 21 janvier, les États-Unis avaient 20 navires de la marine et des garde-côtes, 63 hélicoptères et 204 véhicules dans la zone des opérations communes.
- Les garde-côtes ont 801 personnes déployées dans le cadre des opérations d'aide.
- SOUTHCOM a financé et le Commandement des opérations spéciales (SOCOM) a

effectué par contrat l'acquisition de 50.000 radios portables aux fins de distribution à la population haïtienne.

### Évacuation et sauvetage

- Les États-Unis continuent d'effectuer des évacuations jour et nuit. Le nombre total de personnes évacuées d'Haïti par les États-Unis se monte à environ 10.500, dont 8.300 ressortissants américains. Plus de 1.100 Américains ont été évacués dans la seule journée du 21 janvier.
- Recherche et sauvetage : Actuellement, 43 équipes internationales de recherche-sauvetage (USAR) dotées au total de 1.739 secouristes et de 161 chiens sont à l'œuvre en Haïti. Six d'entre elles sont des États-Unis : elles comptent, au total, 511 secouristes du comté de Fairfax, du comté de Los Angeles, de Miami, de Miami-Dade, de Virginia Beach et de New York.

### Eau et nourriture

- La livraison aérienne de vivres et d'eau par C-17 continue avec l'envoi de 14.000 bouteilles d'eau de 1 litre chacune et de 14.500 rations quotidiennes et plats prêts à consommer.

### Adoptions et orphelins

- La secrétaire d'État Hillary Clinton a annoncé que le département d'État créait un **groupe de travail** en association avec les ministères de la sécurité intérieure et de la santé et des services sociaux, chargé spécifiquement de s'occuper des orphelins et des mineurs non accompagnés.

### Aide humanitaire

- Au 20 janvier, l'USAID avait versé 90 millions de dollars en faveur de l'appel international de l'ONU, dont 22 millions de dollars au titre de l'aide non alimentaire et 68 millions de dollars au titre de l'aide alimentaire. En outre, une somme supplémentaire de 73,9 millions de dollars en aide bilatérale au titre des opérations de recherche et de sauvetage et d'autres formes d'assistance avait été engagée au 20 janvier, portant l'aide totale de l'USAID à Haïti à **près de 165 millions de dollars**.

## Hillary Clinton : l'aide à l'étranger est un partenariat et non du mécénat



Affirmant que les États-Unis élevaient le développement au rang de la diplomatie et de la défense pour lui accorder un rôle égal dans leur politique étrangère, la secrétaire d'État, Mme Hillary Rodham Clinton, a souligné que

les efforts visant à mettre fin à la pauvreté et à l'inégalité étaient indispensables si l'on voulait parvenir à un monde plus stable et plus démocratique.

Mme Clinton a tenu ces propos le 6 janvier à l'Institut Peterson pour l'économie internationale à Washington.

L'importance qu'accorde le gouvernement Obama au développement se fonde sur le principe « du partenariat et non du mécénat », a-t-elle dit, un partenariat qu'il s'agit d'établir avec les pays auxquels Washington souhaite apporter son aide.

Au lieu d'imposer des solutions de loin, les États-Unis œuvreront de concert avec les pays pour « qu'ils prennent eux-mêmes la direction des travaux visant à mettre au point des stratégies basées sur des faits bien établis et à les appliquer pour atteindre des objectifs clairement déterminés », a dit Mme Clinton. Selon elle, la consultation est « bien plus apte que des décrets à produire la dynamique et l'appropriation locales nécessaires pour transformer de bonnes idées en résultats durables ».

En même temps, les États-Unis souhaitent des partenaires qui ont démontré leur engagement en faveur du développement, et ce « en pratiquant la bonne gouvernance, en luttant contre la corruption et en contribuant financièrement à leur développement », a précisé la secrétaire d'État. Le gouvernement Obama s'attend d'abord à ce que les pays mettent en œuvre une politique économique judicieuse et à ce que ceux qui possèdent d'importantes ressources naturelles « les gèrent de manière soutenable et consacrent à la société une part des revenus qu'ils en tirent ».

Mme Clinton a noté que la politique de développement des États-Unis, telle qu'elle se concrétise dans des programmes comme la Société du compte du millénaire (Millennium Challenge Corporation ou MCC), « montre la différence entre assistance et investissements ». Les États-Unis continueront à fournir de l'aide, tels que des produits alimentaires et des médicaments, à divers pays du monde entier, a dit Mme Clinton, mais « nous espérons qu'un jour, dans un avenir lointain, nous aurons réussi à en éliminer le besoin, à part dans les situations d'urgence ».

Le gouvernement Obama œuvre en faveur « d'un monde plus sûr, un monde plus prospère, démocratique et équitable », a dit Mme Clinton, ajoutant que le développement était « un impératif stratégique, économique et moral, aussi essentiel que la diplomatie et la défense pour faire avancer les intérêts des États-Unis et trouver des solutions aux problèmes à l'échelle mondiale ».

Mme Clinton a expliqué que l'aide au développement que fourniront les États-Unis de par le monde sera mesurée à l'aune des résultats accomplis et non à celle des sommes dépensées. L'expérience accumulée à ce jour dans le domaine du développement et les innovations technologiques font du XXI<sup>e</sup> siècle une ère où « ce développement peut être accompli mieux qu'il ne l'a jamais été et pour le bien d'un plus grand nombre de personnes dans beaucoup plus d'endroits ».

De pair avec les investissements dans la santé publique, l'agriculture, la sécurité, l'éducation, l'énergie et la gouvernance locale, les États-Unis mettront au point des programmes qui viseront spécifiquement à appuyer les femmes et les filles, qui sont, a dit Mme Clinton, « l'une des plus importantes ressources du monde qui n'ont pas encore été mises en valeur ».

Des études effectuées ont montré que les enfants d'une femme qui a été à l'école ne seraient-ce qu'un an risquent moins de mourir dans leurs premières années ou de succomber à la faim, et ont plus de chance d'être scolarisés, a souligné la secrétaire d'État.

« Investir dans le potentiel que possèdent les femmes pour améliorer et diriger leur société est l'un des meilleurs investissements que nous puissions faire », a affirmé Mme Clinton.



Destinataire :

## Quoi de neuf ?

Compétition annuelle pour les anciens boursiers de la mission américaine  
Appel à candidature



Annual ECA Alumni Project Competition Announced - FY2010 Call for Proposals  
Deadline: March 12, 2010

The Office of Alumni Affairs invites proposals for the FY2010 ECA Alumni Project Competition. This annual competition, now in its seventh year, is designed to assist with programming activities that involve alumni of exchange programs fully or partially funded by the Bureau of Educational and Cultural Affairs. Projects must fulfill, at a minimum, the ECA Alumni Program goal "to foster U.S. diplomatic mission engagement with alumni."

More information can also be found in the Department of State Personnel community at <https://alumni.state.gov/dos>. Alumni Affairs staff will respond to any of your questions or ideas during the planning period. Best of luck!

## Panorama

Directeur de la publication : Katherine DIOP

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Thierry PINA

Conception - Réalisation :  POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

